

Lutte de classe

L'éditorial commenté de J-C Mailly du 25 août

CE QUE REVENDIQUE FO

Une interview parue dans *Le Figaro* daté du 24 août 2009 (texte intégral). Mon intervention est en bleu.

Le Figaro : Pensez-vous que le pire de la crise est derrière nous ?

Jean-Claude Mailly : Personne ne sait où on en est ni ce qui va se passer. Tout reste fragile et je ne suis guère optimiste pour la suite. Il n'y a notamment aucune amélioration sur l'emploi et on aura 800 000 chômeurs de plus cette année. Si plusieurs mesures d'urgence utiles ont été prises, aucune réforme structurelle n'a été engagée et il y a un risque que tout recommence comme avant, voire pire.

Un dirigeant syndical qui pour résoudre la question du chômage s'en remet à l'Etat des capitalistes pour réaliser des « réformes structurelles » au lieu d'appeler à la mobilisation générale la classe ouvrière, est digne d'appartenir à un syndicat patronal.

Quand il dit que « *personne ne sait où on en est* », s'il était au côté des millions de chômeurs de ce pays au lieu d'arpenter les allées du pouvoir, peut-être qu'il aurait une autre vision de la réalité et une autre réponse à fournir, la question n'étant pas de savoir quel est l'état exact de la crise mais de quelle manière on peut combattre ses conséquences **en se situant dans la perspective de l'abolition du capitalisme** (extrait de la *Charte d'Amiens* dont FO se réclame.)

Pas étonnant qu'il salue au passage les « *mesures d'urgence utiles (qui) ont été prises* », puisqu'elles ont servi à repousser à plus tard l'explosion sociale qui aurait peut-être pu avoir lieu.

Le Figaro : Pour vous, rien n'a été fait ?

Jean-Claude Mailly : Les G20 de Washington et Londres n'ont pas donné lieu, mis à part un peu sur les paradis fiscaux, à des mesures concrètes et ils n'ont pas avancé sur la réglementation financière, le bonus des traders... La provision d'un milliard passée par BNP Paribas montre bien que rien n'a changé sur ce dossier. Plusieurs pistes sont possibles pour les bonus : les supprimer, les taxer, les limiter... Mais il faut faire quelque chose car aucun système ne peut plus vivre sans réglementation. Si on ne prend pas vite des normes, la sortie de crise risque d'être pire que la crise elle-même. Les gouvernements vont devoir gérer l'explosion des déficits et des dettes publiques. Et les tensions sociales vont s'accroître si cela se fait par des baisses drastiques des dépenses publiques et sociales. Je rappelle que l'on est dans une crise du système.

Il appelle le gouvernement « *à faire quelque chose* » contre l'aristocratie financière qui en réalité détient le pouvoir, pour sauver le capitalisme pourrissant qui menace l'humanité du chaos. A chaque fois qu'il ouvre la bouche, vous remarquerez que c'est pour s'en remettre au gouvernement et au patronat, ses véritables maîtres quoi.

On comprend que la crise remettant en cause l'entente que les dirigeants syndicaux avaient scellée avec le capitalisme et ses représentants au lendemain de la Seconde guerre mondiale, lui pose quelques problèmes et qu'il souhaiterait qu'elle se termine au plus vite afin de préserver la paix sociale si propice aux affaires.

Vous savez à quoi sert la reconnaissance par les dirigeants syndicaux de la « *crise du système* » que l'on aurait pu penser paradoxale dans leurs bouches et qui finalement ne leur coûte rien ? Tout simplement à camoufler que les fondements du capitalisme sont à l'origine de cette crise du capitalisme, de façon à ne pas avoir à poser la question déterminante du combat pour les liquider. Dire les choses à moitié, établir un constat sans en tirer les conclusions qui s'imposent, cela revient au même.

Le Figaro : Vous critiquez, mais que proposez-vous concrètement ?

Jean-Claude Mailly : L'un des éléments clés est, au niveau national, de faire une réforme des impôts qui réhabilite la fiscalité. Il faut redonner à l'impôt sur le revenu son caractère progressif en augmentant le nombre de tranches, en élargissant son assiette et en faisant en sorte que chaque Français le paye. Parallèlement, la fiscalité indirecte doit baisser, exemple : la TVA. L'État doit aussi retrouver une stratégie industrielle. Le gouvernement a bien mis en place un fonds stratégique d'investissement (FSI), des fonds sectoriels comme dans l'automobile, mais c'est loin d'être suffisant. Enfin, au niveau européen, il va bien falloir revenir sur les critères de 3% de déficit et de 60% de dette qui ne veulent plus rien dire, et reposer la question des modalités de la construction européenne.

Il estime que le gouvernement n'a pas versé suffisamment de milliards d'euros aux capitalistes, plus royaliste que le roi quoi ! Mieux encore, il s'en remet à l'Union européenne !

Le Figaro : La situation n'est pas si catastrophique. La preuve, la France résiste mieux que tous ses voisins à la crise...

Jean-Claude Mailly : C'est vrai et c'est grâce à notre système de protection sociale qui est un formidable amortisseur de crise et à la qualité de nos services publics. Mieux vaut l'universalisme républicain que le darwinisme du marché !

Quelle résistance glorieuse avec un million de chômeurs en plus ! Quant à son « *universalisme républicain* », il n'est qu'une forme de domination de classe de la bourgeoisie qui s'accommode parfaitement avec le colonialisme et la surexploitation du prolétariat en Asie et en Afrique et l'existence de dix millions de pauvres avec leurs familles en France, mais Mailly comme ses prédécesseurs s'en fout totalement du moment que son fond de commerce roule, tout va pour le mieux dans le meilleur des monde.

Dans la bouche du journaliste du *Figaro*, quand il dit que *La situation n'est pas si catastrophique*, que dit-il ? Que la situation du capitalisme français n'est pas « *si catastrophique* » que cela, et Mailly de répondre sur un ton détaché « *c'est vrai* », quel soulagement pour tous les deux !

Ce qui est intéressant ici, c'est que Mailly a lâché le morceau en fournissant la véritable signification de ce que les uns et les autres appellent à tort les acquis de la classe ouvrière d'après-guerre : ils servent bien depuis plus de 60 ans de « *formidable amortisseur* » à la crise du capitalisme pour maintenir la paix sociale, c'est par ce moyen qu'ils ont solidement ancré la classe ouvrière au char du capitalisme...

Le Figaro : Le gouvernement n'y serait donc pour rien ?

Jean-Claude Mailly : L'État a eu raison de sauver les banques, mais il aurait dû aller jusqu'au bout en rentrant dans leur capital et siéger dans leur conseil d'administration. Le gouvernement n'a pas imposé suffisamment de contreparties aux aides qu'il a accordées. Je l'ai dit, des choses ont été faites, y compris par les partenaires sociaux, mais beaucoup reste à faire. J'espère en particulier qu'on va avancer sur la question de la relation entre donneurs d'ordre et sous-traitants. Le gouvernement y semble prêt, mais le patronat bloque toujours.

Au côté de l'Etat bourgeois pour défendre les banquiers, et il ose le revendiquer. Finalement, cela ne signifie-t-il pas clairement qu'il sait qu'il n'a rien à craindre des cadres de son syndicat qui sont également militants du POI, parce qu'ils se refusent à voter contre les résolutions qu'il leur présente et à les combattre ?

Par ailleurs on ne sait que trop bien que « *les partenaires sociaux* » ont mis la main à la pâte pour aider Sarkozy à appliquer sa politique économique en direction des banquiers et des capitalistes. On devrait les appeler les *partenaires antisociaux* du gouvernement.

Tiens, je prétends qu'il n'est pas nécessaire de traiter les dirigeants syndicaux de tous les noms, même si c'est légitime et entièrement justifié, pour se faire virer d'un syndicat, se retrouver au placard ou devenir infréquentable, il suffirait d'engager résolument le combat contre le capitalisme dans la perspective de son abolition, perspective réellement insupportable pour le patronat et le gouvernement, qui prends les paris ?

Pour faire son trou dans les syndicats, il n'y a pas de mystère camarades, il fallait bien en passer par des concessions inacceptables sur l'essentiel, non, vous ne pensez pas ? Si vous pensez le contraire, c'est que vous êtes décidément bien naïfs, passons. Qu'est-ce que les dirigeants syndicaux en avaient ou en ont à faire que vous soyez trotskistes ou je ne sais quoi, que vous combattiez pour la révolution, si à côté votre combat dans les syndicats est ou était édulcoré au point d'en oublier de le situer dans la perspective de

l'abolition du capitalisme, pour eux l'essentiel était préservé, le niveau de conscience de classe du prolétariat ne devait pas progresser, les chaînes qui unissent dans un même destin patrons et ouvriers étaient préservées... N'en sommes-nous pas là aujourd'hui ? Quand on n'ose pas se l'avouer et regarder la réalité en face, forcément on jugera la situation « *difficile* », on ne comprendra pas grand chose à ce qui se passe et aux rapports entre les classes. Nous y reviendrons ailleurs.

Le Figaro : Anticipez-vous une rentrée sociale explosive ?

Jean-Claude Mailly : La prévision est difficile. Il va y avoir des problèmes et de nouveaux plans sociaux dans les entreprises, c'est évident. Mais notre réponse ne peut plus être des manifestations à répétition qui ont démontré leur inefficacité. Au printemps, FO a proposé une grève carrée de 24 heures.

Qu'est-ce qu'on en a à foutre d'une « *une grève carrée de 24 heures* » sans lendemain. Pour faire gagner une journée de salaire à tous les patrons de France ?

Le Figaro : Une grève à laquelle la CGT et la CFDT se sont opposées...

Jean-Claude Mailly : On a une divergence de vue sur ce point. Si une réunion de l'intersyndicale est prévue à la rentrée, on ira et on verra. Les instances de FO se réuniront d'ailleurs prochainement.

A huis clos comme d'habitude pour que rien ne transpire à l'extérieur ? Publiez le contenu complet de vos discussions, publiez le résultat des votes sur chaque résolution, avec les noms de façon à ce qu'on sache précisément qui vote quoi. Que craignent-ils donc à procéder toujours dans le plus grand secret ?

Ce n'est que par la bande, par des « fuites » qu'on arrive parfois à obtenir des informations sur le déroulement de ces réunions qui concernent finalement l'ensemble de la classe ouvrière. Ils agissent comme si le syndicat était leur propriété privée, il est plus que tant que ces pratiques inacceptables cessent.

Le Figaro : Il y a donc des chances que vous claquiez la porte ?

Jean-Claude Mailly : La question ne se pose pas ainsi. L'unité d'action suppose que l'on soit d'accord, y compris sur les modalités, et l'intersyndicale n'a jamais eu vocation à être permanente; ce n'est pas une fin en soi. Ce serait confondre unité d'action et unicité syndicale.

Quel enfumeur ! L' « *unicité syndicale* » existe sur le fond, voilà ce qu'il faut éviter que les syndiqués s'aperçoivent. Ils se distribuent les rôles comme toujours, pour mieux embrouiller travailleurs et syndiqués.

Le Figaro : Quelles sont justement vos revendications de court terme ?

Jean-Claude Mailly : L'indemnisation des chômeurs en fin de droits doit être prolongée pour éviter que des centaines de milliers de personnes basculent dans les minima sociaux. Une loi doit imposer de fixer des contreparties aux entreprises en cas d'aide publique. Une allocation de solidarité intergénérationnelle doit être créée, pour permettre à un senior dans une entreprise de réduire son temps de travail et faire du tutorat auprès d'un jeune. Et les préretraites doivent être provisoirement relancées. Enfin, la question du soutien à la consommation est toujours posée.

Tout est dit ici, on a la panoplie complète du parfait réformiste bourgeois qui n'a pour seul objectif que la survie du capitalisme. Tout faire pour éviter que les conditions objectives d'une révolution ne voient le jour, sachant que les mesures qu'il propose profiteront aux uns mais pas aux autres, autrement dit, il s'appuie sur l'hétérogénéité de la classe ouvrière pour mieux la diviser et assurer ainsi la survie du régime.

Le Figaro : Nicolas Sarkozy a-t-il eu raison de remettre le dossier des retraites cet été sur la table ?

Jean-Claude Mailly : J'avais cru comprendre, en écoutant le Premier ministre, que la question des retraites était tellement importante qu'elle devait attendre 2012 et relever de la présidentielle. Le gouvernement a, sur ce dossier, une démarche purement idéologique. Il veut faire passer au forceps des mesures impopulaires en prenant le prétexte de la crise. Relever aujourd'hui l'âge de départ à la retraite serait une provocation et on ne laissera pas faire. Le gouvernement refuse d'examiner des sources alternatives de financement alors qu'il faut revoir les assiettes de cotisation, soumettre certaines rémunérations à cotisation... Un signe de bonne volonté de sa part serait d'affecter une partie de l'emprunt national pour alimenter le fonds de réserve

des retraites et de ne pas toucher aux majorations de durée d'assurance des mères de famille qui ont élevé des enfants.

Sarkozy en tremble d'avance !

Le Figaro : Où en êtes-vous sur la loi concernant le travail le dimanche ?

Jean-Claude Mailly : On n'en a pas fini avec ce dossier. On a déposé de nouvelles observations auprès de l'Organisation internationale du travail pour non-respect des règles liées au repos hebdomadaire. De plus, on ne sait pas trop comment ça va se passer à Paris où il faut absolument que Bertrand Delanoë bloque l'ouverture dans les zones touristiques.

Pour rappel, les décisions de l'OIT ne sont pas coercitives sur les Etats, l'OIT est financée en grande partie par les Etats et pour le reste par... l'ONU.

Le Figaro : Quel bilan faites-vous de la loi sur la représentativité, promulguée il y a un an et qui fixe de nouveaux critères de représentativité ?

Jean-Claude Mailly : Je la trouve toujours attentatoire à la liberté syndicale et à la négociation collective. Elle se révèle aussi être une usine à gaz. Je m'interroge même sur la fiabilité des remontées des résultats électoraux. Cela dit, je ne suis pas inquiet pour l'avenir de FO. Comme d'autres, on perd ici ou là notre représentativité mais des syndicats nous rejoignent aussi, comme dans la police ou le transport aérien. Contrairement à ce que souhaitent la CGT et la CFDT, le paysage ne se résumera pas à leurs seules organisations et les travailleurs ne sont pas des parts de marché.

Les fonctionnaires si, pour FO ! Il a l'art de détourner l'attention du lecteur pour éviter qu'il ne se pose des questions sur l'attitude de son propre syndicat. Les syndicats sont tellement corrompus par le régime qu'en dehors de quelques milliers de militants restés fidèles au syndicalisme de classe, qu'ils ne comptent pas sur les travailleurs pour les défendre.

Le Figaro : Que répondez-vous à Xavier Mathieu, le délégué CGT de Continental Clairoux, qui a traité les Thibault et compagnie, c'est-à-dire vous, de « *racaille* » tout juste bonne « à *frayer avec le gouvernement* » ?

Jean-Claude Mailly : Ces propos sont inacceptables de la part d'un militant syndical. J'ajoute qu'il ne faut pas confondre rôle syndical et rôle politique.

Amalgame intolérable qui devrait satisfaire Thibault, Chèreque et Fillon qui n'avaient pas dit autre chose ! Les lieutenants de la bourgeoisie qui dirigent les syndicats ne se contentent pas de « *frayer* », de fréquenter le gouvernement, ils ne peuvent plus se passer les uns des autres !

Xavier Mathieu a dit tout haut ce que de plus en plus de syndiqués et de travailleurs pensent tout bas, ce n'est pas moi qui condamnerais ses propos. Marx ou Lénine aurait dit « *pourriture* », car lorsque l'on mesure au quotidien sur la classe ouvrière les ravages causés par la collaboration de classes, il n'y a pas de mots assez forts pour exprimer ce que ressentent des millions de travailleurs et jeunes réduits à l'indigence pendant que des patrons empochent des revenus en millions d'euros avec la complicité des dirigeants syndicaux qui n'entendent pas remettre en cause l'existence du capitalisme.

Ce n'est évidemment pas le meilleur moyen de combattre les bureaucrates pourris qui contrôlent les syndicats et qui sont étrangers à la classe ouvrière, vaut mieux les combattre à partir de nos positions, en ayant pour principal objectif de favoriser la prise de conscience du prolétariat de la nécessité d'en finir avec le capitalisme, sachant qu'on ne peut pas virer cette vermine des syndicats pour le moment.

Reprenons en l'actualisant la résolution sur le syndicalisme du troisième Congrès mondial de l'Internationale communiste : « *Il n'y a rien à espérer d'aucune espèce d'entretiens avec les chefs des syndicats* ». (lire la suite dans la page d'accueil du site)

Le Figaro : Comprenez-vous que certains salariés, comme chez Serta, menacent de répandre des produits chimiques ou séquestrent leur direction pour toucher un plus gros chèque de licenciement ?

Jean-Claude Mailly : Un chèque, c'est toujours ça de pris, se disent-ils. Je comprends l'amertume et la colère de salariés qui n'ont plus confiance en l'avenir et sont révoltés par l'accroissement des inégalités.

C'est d'ailleurs là un sentiment profond qui s'installe et qui aura des conséquences. Gouvernement et patronat devraient y réfléchir.

Pourquoi les travailleurs et plus particulièrement leurs enfants devraient-ils avoir « *confiance en l'avenir* » monsieur le philistin ? Il est vrai que ça roule pour lui, son avenir est assuré, il n'a même pas besoin de se poser la question ! A quel avenir devraient-ils s'attendre sous le soleil radieux du capitalisme pourrissant un peu plus chaque jour ?

Il a raison d'être inquiet et de donner des conseils à ses amis, car ce n'est pas simplement de « *l'amertume et (de) la colère* » que ressentent les travailleurs, mais bien de la haine contre l'injustice dont ils sont victimes, de notre côté, notre travail de militants révolutionnaires doit consister à les aider à s'organiser et à orienter consciemment cette haine contre le capitalisme et les institutions, les deux étant liés.

Pour conclure, lorsque « *les instances de FO se réuniront d'ailleurs prochainement* », il en sortira certainement une résolution, sur la base du discours que vient de tenir Mailly, nous serons très attentifs à l'attitude des militants du POI qui occupent des postes clés dans les instances de FO, oseront-ils une nouvelle fois soutenir la direction confédérale, c'est la question que nous leur posons dès à présent.

Propos recueillis par Cyrille Lachèvre et Marc Landré